JUVIGNY, le 7 août 2025

Il ne pourra pas être répondu aux correspondances

qui ne reproduiraient pas les références suivantes

**Dossier n° 6334/Aff. : SARL LE RICHMOND**

Cher Maîtres,

Mesdames,

Messieurs,

Selon jugement du 28 juin 2023 prononcé par la Tribunal de commerce d’ANNECY, la SARL LE RICHMOND a fait l’objet d’un jugement de liquidation judiciaire qui est devenu définitif.

Cette même décision m’a nommé aux fonctions de liquidateur judiciaire de la SARL LE RICHMOND.

Vous vous êtes rapproché de mon étude afin de me faire part de votre intérêt concernant l’acquisition de la friche immobilière hôtelière appartenant à la SARL LE RICHMOND.

Jusqu’à ce jour, il ne m’a pas été permis de donner une suite favorable à l’ensemble de vos demandes de renseignements ainsi qu’aux offres d’acquisition reçues en raison de l’existence d’instances en cours.

Le conseiller rapporteur à la cour de cassation ayant vocation à se prononcer sur le rejet ou l’admission d’un pourvoi en cassation en cours d’examen dans le courant de l’automne 2025, j’entends ouvrir un délai jusqu’au 30 octobre 2025 afin d’être destinataire d’offre d’acquisition ferme et définitive concernant l’ensemble des lots de copropriété dépendant de l’actif de cette procédure de liquidation judiciaire de sorte que Monsieur le juge Commissaire puisse les examiner postérieurement au délai précité.

Vous trouverez sur le site de mon étude : [www.etude-serrano.com](http://www.etude-serrano.com) les éléments d’information en ma possession, à savoir :

\*rapport d’expertise

\* annexe au rapport d’expertise

\*détail des actifs immobiliers du RICHMOND

\* courrier d’information pour offre d’acquisition

Vos offres d’acquisitions devront être dénuées de toutes conditions suspensives de quelque nature que ce soit et il vous appartiendra de me justifier de votre capacité à régler le prix proposé.

Je vous rappelle enfin que vous ne devez avoir aucun lien de parenté ou d'alliance, jusqu'au 2ème degré inclusivement, direct ou indirect, avec le représentant légal de la société débitrice faisant l’objet de la procédure collective.

Pour la bonne forme et afin qu’il me soit permis de remplir mes obligations de vigilance, je vous remercie d’annexer à votre offre d’acquisition l’attestation ci jointe dument complétée.

Je vous prie d'agréer, Cher Maîtres, Mesdames, Messieurs, l’expression de mes sentiments distingués et dévoués.

Philippe SERRANO



**ATTESTATION DU CANDIDAT A LA REPRISE D’ACTIFS**

**Le soussigné :**

**Nom :** **Prénom :**

**Adresse complète :**

**Date et lieu de naissance :** **Nationalité :**

**Atteste sur l’honneur :**

- que mon état civil est conforme à celui indiqué en tête du présente acte ;

- ne pas être et n’avoir jamais été en état d’interdiction ;

- ne pas être et n’avoir jamais été placé sous l’un des régimes de protection des majeurs ;

- ne pas faire l’objet d’une mesure d’interdiction de gérer ou de faillite personnelle ou de tout autre mesure qui pourrait m’empêcher d’exploiter une entreprise ;

- ne pas être et n’avoir jamais été susceptible de faire l’objet de poursuites pouvant entrainer la confiscation totale ou partielle de mes biens ;

- ne pas être et n’avoir jamais été en infraction avec les dispositions légales et règlementaires relatives à l’assainissement des professions commerciales et industrielles ou au blanchiment de capitaux ;

- que je dispose de ma pleine capacité civile et commerciale pour m’engager dans la présente cession ;

- que le prix de cession figurant dans l'offre déposée sous ma responsabilité est sincère et véritable et qu'aucune somme complémentaire n'a été ou ne sera versée à quiconque, à l'insu du Tribunal, sous quelque forme que ce soit, pour quelque motif que ce soit (cette déclaration ne vise pas les éventuelles commissions d'agence immobilière, pas plus que les remboursements des dépôts de garantie, ou les frais, droits et honoraires d'acte liés aux opérations de cession) ;

- me conformer aux dispositions de l’article L 642-3 du Code de Commerce, et n'avoir aucun lien de parenté ou d'alliance, jusqu'au 2ème degré inclusivement, direct ou indirect, avec les dirigeants et associés de la société faisant l’objet de la procédure collective ;

- que offre n’est pas faite pour le compte du débiteur, ni des dirigeants de droit ou de fait de la personne morale faisant l’objet de la procédure collective, ni encore de leurs parents et alliés jusqu’au deuxième degré inclusivement, ni même des contrôleurs et m’engage à ne pas céder de parts de la société cessionnaire aux dirigeants et associés de la société faisant l’objet de la procédure collective ;

- avoir été informé des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L561-1 à L574-4 du Code monétaire et financier et déclare que les fonds engagés ne proviennent pas d’une infraction passible d’une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (art. L561-15-1 du CMF) et que les opérations envisagées au terme des présentes ne sont pas liées au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme (art. L561-16 du CMF) ;

- agir pour mon compte et non pour le compte d’une tierce personne ou d’une personne morale. A défaut préciser le nom ainsi que les coordonnées :

**Nom/Dénomination sociale : Prénom/Forme :**

**Adresse complète/Siège social :**

**Nationalité : Numéro SIRET :**

- ne pas être une personne politiquement exposée et n’avoir aucun lien avec une personne politiquement exposée ;

- que les deniers finançant l’opération ont pour origine :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| * **Emprunt Bancaire**
 | Nom de l’établissement bancaire |  |
| Adresse |  |
| Montant emprunté |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| * **Epargne**
 | Nom de l’établissement bancaire |  |
| Adresse |  |
| Type d’épargne et origine |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| * **Prêt familial ou amical**
 | Nom du prêteur |  |
| Adresse |  |
| Montant emprunté |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| * **Succession**
 | Nom du notaire |  |
| Adresse |  |
| Montant |  |

**Autres financements :** .................................................................................................................................................

…………………………………………………………………………………………………………………………

- avoir été informé que la présente cession revêt un caractère aléatoire et renonce de ce fait à toute action en vue de la remise en cause tant de la cession que de l’un quelconque des éléments cédés ;

- avoir procédé personnellement à toutes les investigations nécessaires préalablement à la présentation de mon offre pour s’assurer de la faisabilité économique de la cession, ainsi que de la consistance et de l’étendue des biens inclus dans cette dernière et dégage le cédant de toute responsabilité à cet égard.

***IMPORTANT****: la présente attestation devant être utilisée en justice, le signataire atteste avoir pris connaissance des dispositions de l’article 441-7 al. 1 du Code pénal, ci-après rappelées :*

*« Est puni d’un an d’emprisonnement et de 15 000.00 € d’amende le fait d’établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts »*

**Fait à :**

**Le :**

**Signature + cachet + qualité du signataire précédés de la mention « certifié sincère et véritable » :**

**Joindre à la présente attestation :**

* ***si l’offre est faite par une personne morale :*** un extrait kbis de moins de 3 mois et les statuts.
* ***si l’offre est faite par une personne physique :*** photocopie recto verso de la carte d’identité ou du passeport.